



No Xy Lo

Flash Spécial Mobilisation (2)

Numéro 15 – 5 juillet 2011

ÉDITO

Perspectives financières 2014-2020: peu d'ambitions, sauf celle d'affaiblir la Fonction publique européenne

La Commission vient de proposer des perspectives financières sans la vision et l'ambition nécessaires pour permettre au continent européen de sortir de la crise.

De surcroît, la Commission y ajoute des propositions de modification du Statut, de **réduction des effectifs** et de **précarisation accrue** qui sacrifient à l'idéologie libérale et anti-européenne ambiante tout en affaiblissant l'ensemble de la construction européenne.

Rien n'obligeait la Commission à ouvrir la révision de notre Statut, cette Boîte de Pandore dont on ne sait qui pourra refermer le couvercle, quand ni avec quelles conséquences graves pour la Fonction Publique européenne.

Au lieu de protéger la fonction publique et nos conditions statutaires, le Collège a donc décidé de faire courir à notre Statut **le risque d'un dépeçage**. Tout cela en plein été, sans aucune concertation préalable avec vos syndicats et sans que la Commission ne se soit engagée pour l'instant à retirer sa proposition si le Conseil allait trop loin...

Cette stratégie traduit une reculade de la Commission qui cède au Conseil sans avoir livré bataille, sans avoir fait œuvre de pédagogie et sans avoir montré aux Européens une voie ambitieuse mais réaliste pour sortir de la crise, en s'appuyant sur un budget communautaire et une fonction publique plus forts.

Cette reculade risque d'être suivie par d'autres, car il est à peine imaginable que le Conseil voire des Parlementaires ne tentent pas d'aggraver la proposition faite par la Commission.

S'en prendre aux "eurocrates surpayés" reste **une façon efficace de séduire les opinions publiques et les États membres**. Mais il s'agit là d'une vue à très court terme: fragiliser la Fonction Publique européenne c'est **fragiliser toute la construction européenne**, car il n'y aura pas de progrès de l'Union européenne sans personnels stables, motivés et efficaces. Or la baisse des rémunérations et, plus généralement, la dégradation de nos conditions de travail risque de ne plus permettre d'attirer les collègues dont l'institution a besoin.

Après la "répétition générale" de 2004, l'attaque frontale et vigoureuse se précise, alliant l'imprudence du Collège au jusqu'aboutisme du Conseil et des États membres.

Mais la riposte s'organise: vous avez été plus de 1.000 à vous rendre aux AG unitaires de la Commission et du Conseil, 7.000 à soutenir la lettre ouverte au Collège (voir ci-après) contre la casse de la Fonction Publique européenne, 3.000 à soutenir le combat pour que nos professeurs de langues aient enfin des conditions d'emploi décentes, 6.000 à soutenir les Agents Contractuels et les précaires; etc.

Le moment de la mobilisation générale et unitaire a sonné pour préserver, non pas des "privilèges", mais les conditions indispensables à la poursuite de la construction européenne.

ET MAINTENANT, QUE FAIRE?

LE DÉBAT STRATÉGIQUE

Le personnel a tenté, à juste titre, d'empêcher la Commission de proposer la modification du Statut. Des organisations syndicales s'étaient même déclarées prêtes à discuter des améliorations au fonctionnement des services qui permettent des économies, tout en prenant en compte les attentes multiples et non satisfaites des collègues.

Le Collège a passé outre les souhaits du personnel et a choisi, comme par le passé, d'imposer sa décision, démontrant au passage **une conception archaïque du dialogue social**.

La proposition de la Commission oblige le personnel et les organisations syndicales à envisager maintenant 3 scénarii.

Premier scénario: maintenir jusqu'au bout une position de rejet de la proposition et de refus de la négociation.

Avantages: la Commission porterait seule la responsabilité de sa proposition et de ses conséquences, y compris en cas de dénatura-tion par le Conseil.

Inconvénients: démobiliser le personnel, y compris en cas de modification par le Conseil; s'interdire de peser sur le contenu de la proposition de la Commission pour tenter de l'améliorer; affaiblir les capacités de résistance de la Fonction Publique européenne en cédant au fatalisme.

Deuxième scénario: soutenir la proposition de la Commission et considérer, dans un soupir de soulagement, que, son contenu n'étant pas si grave, le mieux serait de faire bloc avec le Collège, unique rempart, même modeste, face au Conseil. C'est l'attente explicite du Vice-président Šefčovič.

Avantages: cette approche "pragmatique" est plus "reposante" pour la Commission, le conflit étant repoussé et limité au Conseil.

Inconvénients: elle abandonne le terrain de la critique de la proposition de la Commission, avalisant l'hypothèse fallacieuse que l'affaiblissement de l'acteur public européen constitue une solution aux problèmes connus par le continent alors que, selon nous, c'est exactement le contraire. Surtout, une telle approche démobiliserait le personnel. Elle le priverait à l'avance des raisons - concrètes et théoriques - pour résister, voire proposer des solutions alternatives, ce qui est et sera nécessaire, y compris plus tard face au Conseil.

Troisième scénario: tout en ne reniant pas la position initiale de refus d'une modification du Statut, le personnel pourrait charger les organisations syndicales de négocier pour, à la fois, "limiter la casse" et proposer des améliorations à la situation existante. Cette attitude serait conditionnée au fait que la Commission accepte une négociation ouverte, que sa proposition soit **soumise par referendum au personnel** et, enfin, qu'elle s'engage à la défendre bec et ongles face au Conseil ou à la retirer.

Avantages: opportunités pour réduire le contenu négatif de la proposition de la Commission, pour y introduire des améliorations, pour donner in fine le dernier mot au personnel; maintenir la mobilisation tout au long de la négociation puis face au Conseil.

Inconvénients: négocier pourrait revenir à accréditer, au moins comme un "mal nécessaire", les attaques contre la Fonction Publique européenne et constituer un jeu de dupes si la Commission "tombe amoureuse" de sa proposition au point de refuser toute modification ou amélioration.

La balle est maintenant dans le camp du Collège qui doit éclairer son personnel sur ses intentions et fournir sa réponse à la lettre (voir ci-dessous) que l'ensemble des syndicats lui ont adressée.

LA COMMISSION PROPOSE... IMPRUDEMMENT LE CONSEIL IMPOSERA... BRUTALEMENT?

Sur proposition du Vice-président Šefčovič, le Collège a donc décidé d'ouvrir la révision de notre Statut et de lui faire courir **le risque d'un dépeçage**.

La Commission dit faire des propositions "a minima". Le Conseil et les États membres pourront comprendre que la voie est désormais libre pour le détricoter au maximum.

Ainsi, **rien ne permet aujourd'hui de garantir** que le prélèvement de crise (dit auparavant social et aujourd'hui de solidarité) ne passera pas de 5,5% à 7 ou 8% et qu'il n'affectera pas les retraites, que la réduction des effectifs n'atteindra pas les 10%, que la contractualisation des assistants ne sera pas totale, etc. Tout cela sans parler des propositions qui pourront s'ajouter, par exemple, celles figurant dans le document des 8 membres du Conseil, déjà évoqué dans nos précédents numéros (www.u4unity.eu).

Le Vice-président Šefčovič veut **faire des économies sur notre dos** alors qu'il admet lui-même que la perte de pouvoir d'achat des fonctionnaires européens, entre 2004 et 2010, est plus de deux fois et demie plus importante que dans les administrations nationales. Dans le même temps, les aides publiques au secteur bancaire ont dépassé les 4.500 milliards d'euros, le secteur public emploie 50 millions de personnes en Europe (contre moins de 50,000 dans les institutions et agences communautaires), et les gisements d'économies réelles sont connus mais non touchés (triple siège du PE, "Château Ashton", location plutôt qu'achat de 80 bâtiments, multiplication des agences, amélioration des procédures, réduction des tâches de contrôle qui occupent aujourd'hui près de la moitié des collègues, etc.).

Ce faisant, il prend les fonctionnaires pour boucs émissaires, et en fait une variable d'ajustement d'une situation dont ils ne sont pas responsables.

LETTE OUVERTE AU COLLÈGE ET MOBILISATION: PREMIERS RÉSULTATS

L'Assemblée Générale interinstitutionnelle du 29 juin dernier ne rassemblait pas 70, pas 700... mais **7.000 collègues**.

En effet, en moins de 8 heures, vous avez été pas moins de 7.000, tous statuts et toutes institutions confondues, à signer une lettre ouverte au Collège, partie des services, et que **U4U et d'autres syndicats soutient**.

Texte de la lettre ouverte au Collège:

Letter to the College from the Commission Staff

Subject: Intention of the College to table a proposal to modify the Staff Regulation

We, the co-workers of the European Commission, are deeply concerned by the evolution of the situation and do not understand why our own Institution is launching a process which is not legally and objectively required, and that will inevitably, in the current climate, result in an alteration of our working conditions.

We hope that the College, for whom we work every day, will reflect on the impact on the European project that a degradation of our working conditions can have in the short and longer term. Any economic gain resulting from a cut in administrative expenditures would be insignificant in the large/macro-economic picture and should be assessed against the overall economic and political loss which it could trigger.

In a global economy, the only viable chance to defend Europe's well-being and values is to promote, in the spirit of the Treaties, the cooperation between the Member States and reinforce the solidarity to act as a full-fledged Union. This needs to be, on a day to day basis, supported by competent and dedicated workers who are tasked to defend the European interest in an independent and effective manner. The EU Staff Regulation represents this guarantee and should therefore not be weakened.

We kindly invite the members of the College, the essential motor of the EU institutions, to take the decision that will enable us to continue supporting their work in the most effective and dedicated way, notably by avoiding a review of the Staff Regulation, already recently undertaken in a substantial manner. The Commission is guardian of the Treaties and is therefore responsible to protect the independence of the European Public Function via the Staff Regulation.

Members of the Personnel Group to protect the EU public function

Vous pouvez encore signer la pétition / It is still time to sign: [I agree](#)

ÉCONOMIES RIDICULES vs DÉPENSES INJUSTIFIABLES

Le Vice-président Maroš Šefčovič déclare dans sa communication que "la réforme de 2004 a permis à l'Union européenne d'économiser 3 milliards d'euros. 5 milliards d'euros d'économies supplémentaires seront réalisées entre aujourd'hui et 2020." Il estime que les mesures qu'il propose "engendreraient des économies supplémentaires pour le budget de l'Union européenne de plus de 1 milliard d'euros."

Parallèlement, le **volume des aides publiques en faveur du secteur financier**, autorisées par la Commission entre octobre 2008 et octobre 2010, s'est élevé à environ **4.589 milliards d'euros**.

En 2009, les États membre ont dépensé 132 milliards d'euros pour recapitaliser les établissements bancaires et 100 milliards pour financer les structures chargées de liquider les actifs toxiques des banques.

Tel un Robin des bois, mais à l'envers, **les États prennent aux salariés, aux retraités et même aux miséreux pour donner aux richissimes banquiers et continuer à assurer le bien-être de leurs actionnaires et des agences de notation...**

Mais ces derniers n'ont même pas la reconnaissance du ventre. Par exemple, telle banque privée emprunte de l'argent à la BCE à 1% et prête ensuite à 6,8% à la Grèce. Les bénéfices dans la poche des banquiers, et les pertes remboursées par les citoyens...

Voilà comment on rançonne les peuples pour payer une facture qui n'est pas la leur.

COMMUNIQUÉ

TOUS LES SYNDICATS DE TOUTES LES INSTITUTIONS VOUS INFORMENT

La Commission doit s'engager avec la plus grande détermination pour la défense du personnel

Mercredi 29 juin, en adoptant sa proposition de cadre financier pour 2014-2020, la Commission a également adopté et transmis au personnel une première proposition complète de profonde modification du statut, alors qu'elle avait annoncé aux OSP de simples "orientations" en vue de modifications minimalistes.

Le Président Barroso et le Vice-président Šefčovič ont reçu le 30 juin l'ensemble des OSP et des représentants des anciens fonctionnaires pour leur présenter les propositions du Collège.

Le président a affirmé que la proposition du Collège sur le cadre financier 2014-2020 était "*ambitieuse et réaliste*" car elle permettrait d'investir dans des politiques importantes. Le président a indiqué aussi vouloir démontrer la solidarité de la fonction publique européenne vis-à-vis de la population des États membres. Pour cela, il propose une réduction des effectifs et des modifications du Statut
(<http://myintracomm.ec.europa.eu/net/Reform/En/Pages/index.aspx>)

Toutes les OSP contestent cette approche:

La fonction publique européenne a déjà fait preuve de solidarité en 2004, et son statut actuel est "adapté" au 21^e siècle".

Si des économies sont à réaliser, d'autres mesures en matière d'organisation des institutions et des services seraient plus pertinentes pour y arriver.

Les OSP ont unanimement souligné les **dangers** que recelaient ces propositions, y compris par le simple fait d'ouvrir tous les aspects du Statut, permettant alors au Conseil de s'y plonger pour le dépecer à son aise.

Les OSP ont **unanimement** demandé au Président et au Vice-président de confirmer **trois garanties**:

- 1) La Commission doit confirmer que la concertation, qui va s'engager début juillet et se poursuivre en septembre, sera une véritable négociation et que tous les éléments de la proposition pourront être remis en cause.
- 2) La Commission doit s'engager et garantir que, une fois la proposition transmise au Conseil et au Parlement européen, elle n'acceptera pas de modifications sans concertation avec les OSP et elle la retirera dans le cas où le Conseil tenterait de la dénaturer.
- 3) La Commission doit s'engager à défendre jusqu'au bout de la négociation l'unicité du statut, l'attractivité de notre fonction publique européenne y compris en ce qui concerne les conditions de travail, les carrières, les salaires et les pensions qu'elle a soi-disant confirmé vouloir préserver par le biais de cette proposition

Ces éléments sont essentiels et constituent un préalable pour entamer un véritable dialogue social. Sans cela, un conflit social majeur ne pourra être évité au sein de notre institution et nul doute qu'il se propagera au sein de toutes les autres institutions et organes communautaires.

ALL UNIONS FROM ALL INSTITUTIONS INFORM YOU

**The Commission must commit itself to defend staff
with utmost determination**

Wednesday, June 29, adopting its proposal of financial framework for 2014-2020, the Commission also adopted and communicated to staff a first comprehensive proposal for profound changes of the Staff Regulation, although it had just announced to the OSP(s) some simple "guidelines" for minimal changes.

On 30 June President Barroso and Vice President Šefčovič received all OSPs and representatives of former civil servants to present to them the proposals of the College.

The President claimed that the College's proposal on the financial framework 2014-2020 was "*ambitious and realistic*" as it would allow to invest in important policies. The President also pointed out his will to show the solidarity of the European civil service with the population of the Member States. Therefore, he proposes a reduction of staff and changes of Staff Regulations. (<http://myintracomm.ec.europa.eu/net/Reform/En/Pages/index.aspx>)

All OSP(s) challenge this approach:

The European civil service has already shown solidarity in 2004 and its current Staff Regulations are "adapted" to the 21st century. "

If savings are to be made, other measures concerning the organisation of the Institutions and services would be more pertinent for achieving this goal.

The OSP(s) have unanimously emphasised the **dangers** behind these proposals, including the ones resulting from a simple opening of all aspects of the Staff Regulations, thus allowing the Council to plunge into it and carve up at ease.

The OSP(s) have **unanimously** called on the President and the Vice President to confirm three guarantees:

- 1) The Commission must confirm that the dialogue starting in early July and continuing in September will be a real negotiation and that all elements of the proposal may be questioned.
- 2) The Commission must commit itself and guarantee that, once a proposal has been sent to the Council and the European Parliament, it will not accept any changes without dialogue with the OSPs and will withdraw it, if the Council would try to distort it.
- 3) The Commission must commit itself to defend until the end of the negotiation the unity of the Staff Regulations, the attractiveness of our European civil service including its working conditions, the careers,

salaries and pensions, which it supposedly confirmed to preserve through this proposal.

These elements are essential and are a prerequisite to start a real social dialogue. Otherwise, a major social conflict could not be avoided in our Institution and there is no doubt that it will spread to all other Institutions and bodies of the Commission.

LES COLLÈGUES ÉCRIVENT

"J'ai commencé à la commission en 1973. Nous n'avions pas de "Méthode" et tous les ans nous partions au combat.

La proposition faite par les États est inacceptable!

Vous voulez vraiment faire des actions concrètes? Faites comme nous avons dû le faire pour obtenir une Méthode et un vrai Statut dès 1980!

Tous les fonctionnaires, sans exception, versent 1/30ième de leur salaire pour financer une grève au Conseil et on bloque tous les travaux du Conseil... et ce, de façon illimitée !!! Et on chahute à toutes les réunions du Collège !!!

Peut-être qu'à ce moment-là ils comprendront qu'ils ont besoin de nous pour faire fonctionner cette Europe en perdition.

C'est comme cela qu'on a obtenu la Méthode après un mois de grève.

Un jour de grève, mais vous rigolez? Ils vont se foutre de nous.

Et dire qu'on s'est battu pour obtenir une fonction publique bien rémunérée et indépendante. Je suis écœuré de voir ce qui se passe.

Vous pouvez compter sur moi pour continuer le combat, mais un combat digne de ce nom."

"Voici ce qui a le plus retenu mon attention à l'AG du 29 juin:

1. Je résumerais les interventions par un terme: résistance. Je pense que nous devons entrer en résistance par rapport à un mouvement de discrédit de la Fonction publique qui va de pair avec une perte de valeurs, dont font partie les valeurs de solidarité et de bien-être commun voulues par les pères fondateurs (en fait, c'est une critique du néo-libéralisme ambiant, mais je préfère éviter ce mot pour recentrer le débat sur les valeurs);

2. Le recadrage du débat syndical (nécessité de ne plus tirer la couverture à soi, mais de travailler dans l'unité + importante notion de solidarité à tous les niveaux: fonctionnaires et contractuels, ancienne et jeune génération, AD et AST, etc.).

Je pense qu'il est important que, tout au long de ce combat sur le statut, les syndicats ne parlent plus que d'une seule voix. Cela ne veut pas dire que les différences doivent être effacées ou niées, mais qu'il faut se concentrer sur les points communs et les défendre solidairement. Les temps "chauds" sont motifs à de nombreuses communications syndicales et, si l'ensemble des syndicats pouvaient ne communiquer qu'en front commun, cela serait un signal fort pour le personnel et rendrait crédible le combat. Sinon, les vieux travers et les vieux démons reviendraient vite à la surface si, à côté des communications communes, les syndicats commencent à aussi communiquer sur leurs points de divergence par rapport au front commun. Ainsi, un syndicat a communiqué une lettre ouverte aux chefs d'État et de Gouvernement des 8 EM proposant une révision drastique du statut: fait-il partie du front commun ou joue-t-il cavalier seul ? C'est vraiment ce genre de choses qu'il faut éviter...

Enfin, j'aimerais partager quelques réflexions:

- il semble inévitable que le personnel doive fournir des efforts d'économie. Dans ce contexte, je pense utile et nécessaire que les syndicats parlent de ce qui est acceptable à leurs yeux, pour ne pas tout rejeter sans montrer un minimum de concessions;
- au niveau des efforts à consentir, ceux-ci devraient aussi être proportionnels aux revenus des personnels. Par exemple, la TVA est une taxe injuste, parce qu'elle frappe de la même façon les petits salaires et les hauts revenus, tandis que l'impôt direct frappe proportionnellement chacun en fonction de ses revenus (dans un système sans fraude, bien entendu). Si les efforts financiers demandés au personnel sont proportionnels à ses revenus, non seulement ce serait plus juste pour les petits salaires, mais en outre, cela mobiliserait d'autant plus les hauts revenus et permettrait de ne pas diviser le personnel;
- au niveau de la communication vers l'extérieur: il va falloir être habile pour mettre en exergue ce qui est porteur au niveau du grand public. Dire que les fonctionnaires européens vont passer de 37H à 40H par semaine sans compensation salariale, ça passera bien. Dire qu'on diminue les jours de délai de route donne l'impression qu'on diminue seulement des privilèges."
-

"Indemnité d'expatriation: Je trouve sur votre site un document d'une MEP, Mme Grässle, qui écrit: "EU staff receive a 16% expatriation allowance - which creates the impression that living in Brussels was a permanent particular hardship." C'est devenu une sorte de cliché que de dire que cette indemnité devrait être supprimée au bout d'un certain délai.

Mais je voudrais, à travers mon exemple personnel, vous démontrer que cette idée est fautive. A mon arrivée à Bruxelles, j'ai effectivement rencontré les difficultés auxquelles tout nouveau fonctionnaire doit faire face, ainsi que leurs coûts. Et il y a eu effectivement ensuite une période, assez courte, où, m'étant établi comme résident, mes frais ont diminué. Mais la courbe est redevenue ascendante quand mes grands-parents sont devenus très âgés, sont tombés malades et sont morts, période qui a nécessité des voyages nombreux et des coûts de toute sorte auxquels je n'aurais pas eu à faire face si j'étais resté sur place. Puis, ça a été le tour de mes parents et de ceux de ma femme.

Ma femme, qui n'avait jamais pu retrouver de travail en Belgique (le marché de l'emploi européen reste un mythe), est revenue au pays à cette occasion. J'ai donc dû faire face aux coûts d'une famille éclatée. Et enfin, mes enfants ont eu le plus grand mal à trouver un emploi; il a donc fallu que je les soutienne de loin.

Au final, si je fais le bilan, les coûts auxquels j'ai dû faire face jusqu'ici n'ont guère rendu le bilan positif. En réalité, malgré le salaire prétendument mirifique que je touche, je pense maintenant que j'aurais mieux fait de continuer ma carrière dans le privé, chez moi."

UNION FOR UNITY – U4U

Président / Éditeur: G. Vlandas

Secrétaire à la Communication / Rédacteur en Chef: R. Mohedano-Brèthes

Comité de Rédaction: G. Vlandas, R. Mohedano-Brèthes, F. Andreone, R. Marquez García, Agim Islamaj,
J.P. Soyer, F. Linton, J.L. Noir, N. Pascall, S. Vlandas, O. Wolff,
G. Tengelidou, S. Pakalin, V. Davydova, J. Prade, G. Hanney

[Our web site](#)

[Contact us](#)